



XXI Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8-10 novembre 1999

RESOLUTION GENERALE DU CONGRÈS

INTRODUCTION

Le XXI^e Congrès de l'Internationale Socialiste, réuni à Paris du 8 au 10 novembre 1999, s'est consacré à répondre aux défis des changements globaux, à assurer que l'entrée dans le prochain siècle se fera vers une société plus humaine et un monde plus juste.

Le rythme des changements - économiques, technologiques et sociaux - continue à s'accélérer et le processus offre de nombreux avantages potentiels. L'engagement des membres de notre Internationale est de maîtriser ces changements, afin de leur donner une orientation offrant aux peuples du monde la promesse d'un avenir meilleur.

L'Internationale Socialiste, tout en restant fidèle aux principes fondamentaux qui nous ont toujours unis et guidés, est engagée dans la difficile tâche de les adapter aux nouvelles réalités présentes et futures.

Notre engagement envers la liberté, la justice sociale et la solidarité, plaçant l'Internationale Socialiste en tête du triomphe de l'idée démocratique comme le symbolise la chute du mur de Berlin, continue à se renforcer à travers le monde comme le prouvent les résolutions de notre Congrès figurant ci-après.

L'Internationale Socialiste accueille favorablement l'économie de marché, mais reconnaît que le marché n'est pas une valeur en soi-même. Nous considérons le marché plutôt comme un instrument au service de la société, dont le potentiel peut être le mieux réalisé pour le plus grand nombre, lorsque les citoyens eux-mêmes, agissant librement par le truchement d'institutions politiques et civiles démocratiques, peuvent développer ses énormes forces.

En conséquence, l'Internationale Socialiste octroie la priorité absolue à l'investissement dans le capital humain, notre ressource la plus précieuse, en mettant l'accent sur l'enseignement et la santé. De plus, nous croyons que le développement et la réalisation du potentiel de l'humanité ne peut être fondé que sur une totale égalité pour les femmes et leur intégration, libre d'entraves, à tous les échelons de la société.

Pour l'Internationale Socialiste, la mondialisation ne concerne donc pas simplement

l'extension du commerce de biens et de services, mais constitue également un phénomène soulignant le destin commun de l'humanité et exige, par conséquent, et partout, une solidarité internationale encore plus grande entre les nations et entre les citoyens. Notre solidarité, à son tour, se trouve renforcée par notre respect et notre acceptation de la diversité, conscients du fait que cela enrichit notre identité commune en tant que socialistes démocratiques.

Le présent Congrès de l'Internationale Socialiste n'est pas seulement la preuve d'un renouveau de nos convictions historiques, mais aussi la réaffirmation de notre engagement pour trouver les meilleures solutions à appliquer aux réalités actuelles. Les socialistes démocratiques, représentés par des partis membres dans presque tous les pays sur chacun des cinq continents, demeurent confiants et fermement convaincus de leurs réponses aux défis de la mondialisation que nous devons affronter.

AFRIQUE

Démocratie

L'Internationale Socialiste,

Consciente de l'importance de la démocratie pour le développement socio-économique et culturel des peuples d'Afrique,

Consciente du fait que la participation de tous les secteurs de la société contribue à l'établissement des stratégies de bon gouvernement,

Ayant réfléchi sur la nécessité de l'adoption de politiques qui assurent un bon gouvernement afin d'obtenir une stabilité régionale, nationale et sur tout le continent africain,

Consciente du besoin de tolérance, de liberté d'association, d'informations, d'expression, de tous les citoyens et de la société civile dans son ensemble,

Certaine que la démocratie doit refléter la volonté collective des citoyens, exprimée par un vote conscient et volontaire qui la légitime,

Consciente que pour assurer la stabilité du continent, les leaders africains doivent accepter le principe de l'alternance,

Considérant la diversité des peuples africains et les situations spécifiques qui existent dans chaque pays de la région, l'Internationale Socialiste et ses partis membres dans la région réaffirment leur volonté de renforcer la démocratie partout, car maintenir la démocratie est la seule façon d'assurer un développement économique et social respectant les droits individuels et collectifs de la personne humaine,

Certaine que la démocratie doit s'appuyer sur le dialogue et la tolérance pour devenir un

processus irréversible, et que les partis membres de l'Internationale Socialiste dans la région doivent renforcer la pratique de la démocratie au sein de leurs propres organisations et la divulguer dans toute la société,

L'Internationale Socialiste:

Réaffirme son engagement dans la solidarité collective afin de pouvoir contribuer ensemble à la démocratisation de l'Afrique, et

Encourage les partis membres de l'Internationale Socialiste en Afrique et ailleurs dans le monde, à adopter des politiques visant à alléger les problèmes de leurs peuples afin de leur permettre de développer leurs capacités dans un environnement de paix et dans lequel les institutions fonctionnent convenablement.

Paix

Après avoir examiné en détail la situation actuelle du continent africain, particulièrement en ce qui concerne les conflits armés actuels, l'Internationale Socialiste exprime sa profonde préoccupation, soulignant que l'absence de la paix viole les droits de la personne humaine les plus fondamentaux sur le continent africain.

L'Internationale Socialiste exprime sa solidarité avec tous les peuples d'Afrique auxquels il est actuellement refusé l'opportunité de vivre en paix. Il condamne toutes violations des décisions prises par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), les Nations Unies et la Communauté du Développement d'Afrique australe (SADC), relatives au conflit en Angola, par Jonas Savimbi et ses partisans.

Dans ce cas et dans celui des Grands Lacs, un dialogue sérieux entre les parties est la seule façon de surmonter la crise.

La communauté internationale doit assumer ses responsabilités afin de promouvoir et sauvegarder une culture de paix.

L'Internationale Socialiste condamne fortement tous ceux qui, directement ou indirectement, contribuent à perpétuer la guerre sur le continent. Consciente que seuls le dialogue et la tolérance peuvent conduire à la paix que le continent africain désire si ardemment, l'Internationale Socialiste est prête à coopérer de la façon qui peut être nécessaire pour arriver au consensus requis.

Enfin, l'Internationale Socialiste en appelle à tous ses membres pour promouvoir des actions concrètes et des manifestations qui contribueront à promouvoir une culture de paix et d'intégration entre leurs peuples. Entre-temps, elle s'engage à favoriser ses initiatives afin d'éviter les conflits, soutenir ses membres qui subissent actuellement leurs conséquences, et à considérer l'envoi de missions visées à contribuer à la résolution pacifique de ces conflits.

Développement et Mondialisation

L'Internationale Socialiste est consciente des contraintes qui empêchent le développement en Afrique et a noté que la mondialisation est un processus irréversible et inévitable auquel

nous devons tous nous préparer.

La concurrence très étendue et impitoyable entre les multinationales pour la domination des marchés économiques du monde affecte le développement de l'Afrique, qui continue à rester sur la touche.

Les gouvernements africains doivent acquérir les compétences nécessaires pour suivre le rythme du développement et se préparer à l'avènement de la mondialisation.

En conséquence, l'Internationale Socialiste recommande:

1. La création de conditions objectives pour les contrats à établir entre les gouvernements et les partenaires sociaux influents qui peuvent contribuer d'une manière décisive au développement de leurs pays.
2. La promotion de services de qualité dans le domaine de la santé et de l'éducation afin de prévenir le SIDA et de protéger les ressources humaines dans les pays de la région.
3. La promotion de l'investissement de capitaux internes et externes afin de stimuler les entrepreneurs nationaux et le secteur privé.
4. La création d'une capacité de production interne et d'une stimulation permettant la formation d'une classe moyenne capable d'assurer un développement durable.
5. Que les partis de l'Internationale Socialiste accordent la priorité à l'adoption de politiques pour combattre la pauvreté et la destitution.
6. Que les pays africains fassent des efforts pour équiper et capitaliser les organisations économiques, sociales et culturelles, régionales et sous-régionales afin qu'elles s'intègrent d'une façon plus active et plus dynamique.
7. Que les pays africains travaillent ensemble à l'annulation de la dette extérieure qui est le principal facteur de restriction de leur développement économique et social.

L'Internationale Socialiste est consciente du fait que l'avenir de l'Afrique nécessite un investissement dans l'agriculture, qui est la principale source de richesse de la plupart des états africains, et dans d'autres ressources, conduisant à un niveau d'industrialisation qui leur permette de traiter leurs produits et de déterminer des prix plus justes pour leurs marchandises sur les marchés internationaux.

Concernant le Niger, l'Internationale Socialiste,

notant avec satisfaction les réussites du socialisme démocratique en Afrique en général ;

exprime son soutien au succès constant du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme, PNDS, dans le processus électoral actuel, qui aboutira en un deuxième tour de vote le 24 novembre 1999.

Concernant la Guinée, l'Internationale Socialiste,

Accueille avec plaisir le Rassemblement du Peuple de Guinée, RPG, comme membre consultatif de l'Internationale Socialiste;

Réaffirme son appel pour la libération du leader du RPG, Alpha Condé, afin de créer un climat de concorde politique dans le pays.

Concernant la Guinée Equatoriale, l'Internationale Socialiste,

Exprime sa profonde inquiétude à propos de la constante violation des libertés politiques et des droits de la personne humaine, l'arrêt du processus de démocratisation, et l'impunité avec laquelle ces actes sont commis par le régime de Président Obiang.

Exprime son soutien et sa solidarité à la Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS, membre de plein droit de l'Internationale, et aux autres forces démocratiques qui luttent en faveur de la démocratisation dans le pays et contre la violence du régime actuel.

Concernant le Togo, l'Internationale Socialiste,

Accueille avec plaisir la Convention Démocratique des Peuples Africains, CDPA, du Togo, comme membre consultatif de l'Internationale Socialiste;

Exprime toute sa solidarité envers la CDPA dans ses efforts en vue d'un heureux aboutissement réussi du dialogue inter-togolais en cours.

Concernant le Sahara Occidental, l'Internationale Socialiste,

réaffirme sa résolution sur le Sahara Occidental adoptée lors du Conseil de l'IS réuni à Genève en 1998, ayant pris en considération les efforts visant à trouver une solution juste, pacifique et durable au conflit du Sahara Occidental;

se déclare d'accord avec les Nations Unies à propos de l'organisation d'un référendum libre, juste et transparent sur l'autodétermination, conformément aux termes du Plan de paix et de l'Accord de Houston.

Lance un appel à tous les parties concernées et particulièrement le Maroc et le Front Polisario afin qu'ils coopèrent pleinement avec le MINURSO en vue d'un référendum libre, juste, transparent et démocratique au Sahara Occidental.

L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Priorités et Perspectives pour la Social-Démocratie

Reconnaît,

o que les espoirs et les attentes des peuples de toute cette région sont centrés sur la mise en place et le renforcement de la démocratie et sur la défense des droits de la personne humaine, de la justice et de la liberté;

o qu'il est urgent d'examiner la question de la mondialisation, qu'il est nécessaire de limiter ses aspects négatifs et de renforcer ses aspects positifs pour qu'elle ne vienne pas approfondir encore les inégalités qui existent entre nos sociétés, et pour qu'elle contribue à l'amélioration du bien-être économique et social, et à la préservation de l'environnement;

o que le monde ne doit pas être divisé de façon permanente entre les gagnants et les perdants de la mondialisation;

o que les secteurs les plus pauvres des sociétés asiatiques, qui ont le moins bénéficié des soi-disant "périodes de prospérité", sont ceux qui souffrent le plus des "faillites";

o que la crise économique asiatique a fait ressortir la nécessité d'examiner les inégalités du système financier international, dans lequel chaque jour environ un trillion de dollars est échangé dans les places boursières, et la nécessité aussi de décourager les opérations de capitaux à but spéculatif;

o que la crise financière asiatique a prouvé l'extrême vulnérabilité des économies sujettes au copinage, à la corruption et au népotisme qui sont des pratiques courantes dans les régimes autoritaires et dictatoriaux;

o que le fait d'invoquer les valeurs asiatiques est un mauvais raisonnement qui ne peut pas justifier l'autoritarisme;

o que le défi immédiat de la social-démocratie dans la région Asie-Pacifique est de faire accéder au pouvoir les forces sociales-démocrates de la région et de leur permettre de devenir ensemble la principale force politique dans les affaires régionales et dans les relations internationales; et

o que les sociaux-démocrates de la région doivent travailler ensemble pour faire disparaître les derniers vestiges de l'autoritarisme et des dictatures dans cette partie du monde.

réaffirme,

o que notre engagement est de faire du siècle prochain le siècle de la social-démocratie en Asie et dans le Pacifique en réponse aux aspirations des peuples de cette région qui recherchent la démocratie, le respect des droits de la personne humaine et la justice;

o que les idéaux de la social-démocratie doivent être poursuivis avec la participation totale des femmes aux sphères culturelles, économiques et politiques et ce, en prenant en compte les questions, besoins et inquiétudes spécifiques des femmes.

soutient,

o le processus de démocratisation qui a débouché sur l'établissement de la démocratie en Corée du Sud, à Taiwan, en Mongolie, aux Philippines, au Népal et dans de nombreux autres pays de la région Asie-Pacifique;

o la revendication et la lutte toujours plus fortes pour la démocratisation en Malaisie, en Indonésie et en Birmanie;

o les initiatives des sociaux-démocrates des Philippines pour conserver, protéger et encourager les progrès démocratiques de leur pays;

o le retour de la stabilité et de la paix au Cambodge, et

o le respect des droits de la personne humaine partout dans la région.

demande des négociations paisibles et la résolution des différends:

o entre l'Inde et le Pakistan concernant leur frontière au Cachemire;

o entre l'Association des Nations d'Asie du Sud-est (ASEAN) et la Chine concernant les îles Spratly; et

o entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

considère que les nouvelles mesures de sécurité prises dans la région, comme les nouvelles directives de défense entre les Etats-Unis et le Japon, et l'Accord sur les Forces Etrangères (Visiting Forces Agreement, VFA) aux Philippines, soulignent la nécessité du développement et de la mise en place de nouvelles politiques communes de sécurité dans la région.

Concernant la Malaisie, l'Internationale Socialiste

exprime son inquiétude quant à la situation politique en Malaisie, telle qu'elle se manifeste, entre autres, par la mauvaise application de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire;

déplore l'incarcération, qui n'a que récemment été terminée, de Lim Guan Eng qui reste toujours privé de son statut de parlementaire élu et de secrétaire général adjoint du Parti d'Action Démocratique (DAP) de Malaisie, parti qui joue un rôle actif au service de la social-démocratie et qui est membre de l'Internationale Socialiste;

condamne la promulgation en Malaisie de toutes les lois draconiennes comme la Loi sur la sécurité nationale;

est consciente du fait que l'ancien premier ministre adjoint Datuk Seri Anwar Ibrahim a été blessé pendant sa détention et que les accusations contre lui ont été modifiées en cours de route, ce qui est incompatible avec la pratique de la justice;

prend note de la vague de désaffection et mécontentement, en particulier parmi la jeunesse malaisienne;

se préoccupe de la prévision inquiétante faite par le premier ministre qui a déclaré que les prochaines élections législatives seront les plus "sales" de toute l'histoire du pays;

en appelle au roi de Malaisie de gracier Lim Guan Eng, afin que son statut de membre élu du parlement et tous ses droits politiques soient pleinement rétablis;

en appelle au Gouvernement malaisien:

o de respecter l'état de droit et de garantir à Anwar un procès équitable;

o d'abroger toutes les lois draconiennes;

o de garantir l'indépendance et la séparation véritables des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire;

o de garantir que les prochaines élections législatives soient honnêtes, équitables et démocratiques; et

o d'autoriser la présence d'observateurs internationaux pendant les élections.

Concernant le Bhutan, l'Internationale Socialiste se préoccupe

o de l'absence de progrès dans le processus de démocratisation de Bhutan; et

o de l'expulsion d'un grand nombre de citoyens de son territoire et d'habitants légalement installés, qui a forcé des familles, particulièrement d'origine népalaise, à abandonner leurs maisons, leurs terres et leurs biens ancestraux et à souffrir l'indignité de vivre dans des conditions très difficiles comme réfugiés au Népal et dans certaines régions d'Inde.

L'Internationale Socialiste exhorte en conséquent

o Sa Majesté le Roi et le Gouvernement de Bhutan de considérer cette situation comme un problème humanitaire grave à propos duquel la communauté internationale s'inquiète légitimement; et

o de prendre des mesures adéquates pour permettre aux familles chassées de revenir chez elles.

Concernant la Birmanie, l'Internationale Socialiste

urges tous les partis membres de l'IS de reconnaître pleinement et de soutenir fermement le Comité Représentant le Parlement Populaire (CRRP), formé par la majorité absolue des parlementaires élus au cours d'élections libres et justes en 1990, dans lesquelles la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD) dirigée par Daw Aung San Suu Kyi, lauréate du Prix Nobel, a remporté une victoire écrasante;

urges fortement la junte de passer le pouvoir au NLD et à ses représentants élus par le peuple de Birmanie qui ont la validité et la légitimité de gouverner le pays;

condamne fortement les violations généralisées et continuelles des droits de la personne humaine perpétrées par le gouvernement militaire, et soutient les résolutions prises par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU qui inventoriaient une longue liste de telles violations commises par la junte au cours de l'année du 50e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme de l'ONU;

exige la cessation de ces violations, à commencer par la remise en liberté d'au moins 150 parlementaires détenus et de tous les autres prisonniers politiques;

exige qu'il soit mis fin à la guerre de génocide faite contre les peuples ethniquement non-birmans, tout spécialement dans les Etats Karen, Karenni, Shan et Chin;

fait appel aux pays membres de l'Association des Nations du Sud-est Asiatique (ASEAN) d'appliquer de fortes pressions sur la junte militaire pour qu'elle instaure un dialogue politique réel avec la NLD et les nationalités ethniques non-birmanes afin de résoudre les conflits existant de longue date dans le pays et d'arriver à des solutions acceptables et pacifiques pour la souffrance du peuple birman;

réaffirme l'encouragement ferme et le soutien constant de l'Internationale Socialiste au mouvement démocratique birman en général, et à la NLD et à Daw Aung San Suu Kyi en particulier.

Concernant l'Indonésie et Timor Oriental, l'Internationale Socialiste:

se félicite de la poursuite de la transition démocratique en Indonésie, et notamment de l'élection de Abdurrahman Wahid et de Megawati Sukarnoputri aux plus hautes fonctions de l'Etat. Elle souhaite que la nouvelle équipe gouvernementale puisse répondre aux aspirations de paix et de concorde des habitants de toutes les îles de l'archipel;

o *invite* instamment le nouveau gouvernement démocratique de l'Indonésie à poursuivre la transition vers l'indépendance du Timor Oriental;

o *constate* que le gouvernement a accepté le vote en faveur de l'indépendance exprimé par le peuple du Timor Oriental;

o *déplore* la perte de nombreuses vies humaines au Timor Oriental;

o *accueille* favorablement la déclaration explicite de la Mission d'Assistance des Nations Unies au Timor Oriental (UNAMET), indiquant que le soutien des milices par les militaires et la police indonésienne constituait une violation des accords signés par l'Indonésie en mai 1999;

o *remarque* que le TNI (Forces armées indonésiennes) s'est retiré du Timor Oriental, mais que quelques milices armées sont toujours sur place;

o *remarque* que de nombreux réfugiés n'ont toujours pas été retrouvés;

o *demande* que tous les moyens soient adoptés afin d'assurer le repatriement immédiat et en toute sécurité de tous les réfugiés;

o *affirme* le droit absolu du peuple du Timor Oriental à la sûreté et à la sécurité;

o *lance un appel* à la communauté internationale pour qu'elle participe pleinement à la reconstruction du pays.

Concernant le Pakistan, l'Internationale Socialiste

note que depuis de longues années, la situation au Pakistan nourrit les inquiétudes de tous ceux qui sont attachés à la paix et à la stabilité en Asie, et qu'une fois de plus, s'ouvre pour ce pays une période d'incertitude;

lance un appel pour que la démocratie soit rétablie, le plus rapidement possible, et que des élections libres permettent à un gouvernement régulièrement élu de s'attaquer aux problèmes de fond de la société pakistanaise, et de jeter les bases de relations pacifiques avec tous les voisins du Pakistan.

Concernant l'Afghanistan, l'Internationale Socialiste,

Constate avec indignation

a) que la guerre civile sanglante, dont les principales victimes sont les populations civiles, se poursuit en Afghanistan;

b) qu'aux mépris des préoccupations de la communauté internationale:

- la situation des droits de la personne humaine, particulièrement les droits des femmes, se détériore,

- le massacre et la persécution des minorités ethniques et religieuses s'amplifient,

- le déplacement forcé de la population civile, la séparation des hommes de leur famille, les incendies des cultures et la destruction de logements, dont la responsabilité incombe aux Talibans, se multiplient.

c) que la poursuite de la guerre dans ce pays et ses corollaires le terrorisme, le fanatisme et la drogue, constitue une menace croissante pour la paix et la sécurité régionale et internationale;

demande la fin de toute ingérence extérieure, notamment la fourniture des armes et l'envoi des combattants étrangers, en Afghanistan;

condamne les récentes offensives des Talibans en violation de la Déclaration de Tachkent, adoptée le 19 juillet 1999 par le groupe des "Six plus Deux";

exige des parties au conflit, plus particulièrement des Talibans, l'arrêt immédiat des combats et le retour à la table de négociation;

soutient les efforts de la mission spéciale de l'ONU en Afghanistan, les déclarations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité pour parvenir à un règlement politique et négocié du conflit afghan, et

demande à la communauté internationale de venir en aide, à l'approche de l'hiver, aux populations civiles, pour atténuer une des pires crises humanitaires à l'heure actuelle.

EUROPE

L'Union européenne a franchi cette année une étape décisive avec l'instauration de la monnaie unique. Est-elle prête, désormais à entreprendre l'étape politique de son édification? Et les sociaux-démocrates peuvent-ils prétendre à la conduire? Les partis socialistes et sociaux-démocrates qui ont aujourd'hui une place prépondérante en Europe affirment leur attachement à un modèle social européen et proclament leur volonté de faire progresser l'Europe politique.

Le modèle social-démocrate repose sur un équilibre entre l'Etat et le marché. Transposé au niveau européen, cela signifie que le choix est à faire entre le maintien et le développement au sein des politiques volontaristes communes ou sa limitation à la plus vaste zone de libre échange du monde. Le volontarisme a toujours fait partie de l'ambition des socialistes européens: cela passe aujourd'hui par notre capacité institutionnelle à bâtir un nouveau système de régulation économique et sociale au service de la croissance et de l'emploi.

Cela impose la mise en place d'instruments de répartition permettant de lutter contre les inégalités régionales et les inégalités sociales, selon des modalités politiques et institutionnelles nouvelles, mieux adaptées aux exigences de la démocratie. Nous assistons en effet à la fin d'un système communautaire où une élite compétente et dévouée à l'intérêt commun faisait progresser la construction européenne à l'insu des peuples. Désormais, le Parlement européen revendique sa pleine responsabilité dans le système de décision et les peuples exigent de savoir ce que leur réserve Bruxelles.

Mais l'Europe n'est pas un continent isolé du reste du monde. Déjà les pays d'Europe centrale ont entamé les négociations préalables à l'élargissement. Plus largement, après le Kosovo, nous sommes maintenant appelés à mettre en uvre les instruments de politique extérieure et de sécurité commune prévus par le Traité d'Amsterdam. Le Conseil européen de Cologne a ouvert la perspective de doter l'Union d'une capacité militaire autonome, (fondée sur des contributions des Etats membres qui décident d'y participer), susceptible d'être utilisée hors du territoire de l'Union pour appuyer des actions diplomatiques communes, le cas échéant sans la participation des Etats-Unis.

Le chemin parcouru en quelques mois, à l'initiative de nos gouvernements, est considérable parce que ces dispositions ouvrent manifestement la voie vers une union politique plus forte de l'Europe. Nous savons bien que dans ce domaine les positions des uns et des autres sont structurées davantage par les histoires, les traditions et les intérêts des Etats nationaux que par l'appartenance à l'Internationale Socialiste. Mais sans rompre avec cet héritage légitime, il est peut-être possible d'affirmer avec force et crédibilité notre volonté commune de construire une Europe politique ouverte et porteuse des valeurs de paix et de démocratie qui nous rassemblent ici.

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

1. Dix années se sont écoulées depuis la chute du mur de Berlin, au cours desquelles l'Europe, ainsi que les peuples qui se sont libérés à tout jamais de l'oppression des régimes communistes, traversèrent une période de transition historique.

Les peuples de l'Europe centrale et orientale perçoivent maintenant la démocratie et les principes de l'Etat de droit, comme étant des principes auxquels on ne peut renoncer, alors

que le communisme est considéré comme étant définitivement incompatible avec la liberté.

Partout, de grands progrès ont eu lieu dans tous les domaines, même si souvent cela s'est fait à un coût social; aujourd'hui, de nouvelles opportunités de vie et d'avenir sont offertes aux hommes et aux femmes qui, pendant de nombreuses années, se virent obligés à mener une vie médiocre et d'oppression.

L'Internationale Socialiste et ses partis membres s'engagent à lutter pour que les nations de l'Europe centrale et orientale poursuivent leurs tâches pour atteindre une démocratie politique stable, une économie de marché sociale et juste, une reconnaissance totale des droits de la personne humaine pour tous les citoyens, pour toutes les communautés et pour tous les peuples.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous devons aujourd'hui relever trois défis en Europe centrale et orientale: affirmer la paix et la stabilité dans toutes les régions; ouvrir les portes de l'Union européenne à d'autres peuples; conjuguer modernité et justice, croissance économique et solidarité.

Les partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe centrale et orientale doivent donner tout leur appui à la justice sociale, s'opposant aux gouvernements conservateurs et libéraux. Ils doivent défendre les valeurs et les institutions démocratiques et doivent s'opposer au nationalisme et à la xénophobie.

2. Ni la paix, ni la stabilité, surtout dans les Balkans, n'ont été définitivement acquises. Depuis déjà neuf ans, cette région toujours martyrisée traverse toute une série de crises, de conflits et de guerres qui ont causé à des milliers de femmes et d'hommes douleur, souffrances et humiliation.

La tragédie, qui eut lieu en Bosnie, se répéta au Kosovo, et, une fois de plus, la communauté internationale - après avoir épuisé toutes les voies politiques - dut faire appel à l'utilisation extrême de la force afin que soient respectés les droits fondamentaux de tous les individus et de tous les peuples.

Dans les Balkans, l'histoire a habitué tous ces peuples à être perpétuellement en conflit avec leurs voisins. En revanche, aujourd'hui, nous devons affirmer la culture opposée: le futur se construit non pas contre, mais avec le peuple voisin.

Nous voulons et nous devons faire en sorte que le dialogue et la coopération puissent vaincre le conflit, la compréhension puisse vaincre la haine, la cohabitation puisse vaincre la ségrégation ethnique.

La perspective de l'intégration européenne est également décisive pour cette région martyrisée. Même si les conditions politiques et économiques actuelles des Balkans ont une certaine perspective à long terme, cependant, la stabilité de la région et l'avenir de ses peuples dépendent principalement du fait que les Balkans soient une partie intégrante de l'Union européenne.

Pour ce faire, il est essentiel que l'Union européenne établisse des relations bien structurées et stables avec les différents pays balkaniques en mettant en oeuvre une

politique qui, petit à petit, aurait pour but l'intégration de la région à l'Union européenne.

Ce type de stratégies pourrait favoriser et accélérer la réalisation des engagements et des objectifs assumés par la communauté internationale afin de stabiliser la région:

- en appliquant les Accords de Dayton en vue de la construction d'une Bosnie unie et fondée sur la coopération entre les entités et les communautés qui la composent;
- en soutenant le Haut Commissariat des Nations Unies au Kosovo dans sa tâche de mise en place d'un auto-gouvernement dans cette région et de reconstruction matérielle et morale garantissant la sécurité et les droits de tous les peuples - Albanais, Serbes, Roma et autres - vivant au Kosovo;
- appuyant l'amélioration de la démocratie dans un Monténégro multi-ethnique et multi-confessionnel, qui a subi et qui continue à subir une pression constante de la part de Milosevic, moyennant une garantie des droits fondamentaux du peuple du Monténégro à s'exprimer librement sur les relations qu'ils veulent avoir avec la Serbie;
- garantissant en Serbie et ailleurs dans la région, les droits de toute minorité nationale et ethnique conformément aux critères européens;
- en aidant les forces démocratiques et les forces de l'opposition de la Serbie, en vue d'accélérer et de favoriser ainsi l'éloignement de Milosevic et de mettre en uvre également à Belgrade une véritable démocratie;
- en renforçant la stabilité démocratique en Albanie et en Macédoine;
- en appliquant le Pacte de Stabilité et en développant toutes les formes de coopération et d'intégration régionale;
- en aidant des centaines de milliers de réfugiés pour qu'ils puissent retourner chez eux et reprendre, à nouveau, une vie normale;
- en soutenant l'activité de la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

3. Tout au long des siècles, l'Europe fut unifiée plusieurs fois, mais toujours par la guerre ou l'oppression d'une nation sur les autres.

Le passage à un nouveau millénaire trouve l'Europe engagée, pour la première fois de son histoire, à mener à bien sa propre réunification par le truchement du consensus, de l'intégration et de la paix.

Le début des négociations en vue de l'adhésion de la Slovénie, de la République Tchèque, de la Hongrie, de la Pologne, de l'Estonie et de Chypre à l'Union européenne et l'élargissement prochain et souhaité avec la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie et Malte marquent une transition de portée historique qui contribuera à créer une nouvelle identité européenne.

De plus, au cours de ces dix dernières années, ces pays ont beaucoup progressé et leur

perspective d'intégration a suscité et accéléré les politiques de modernisation qui ont favorisé le développement économique et social de ces sociétés.

Maintenant, il s'agit de continuer dans cette voie, en apportant également des ressources appropriées en vue de renforcer l'effort de convergence avec l'acquis communautaire mis en uvre par tous les pays candidats. Il faut en même temps offrir aux autres pays aspirant à l'intégration européenne, des opportunités en vue de pouvoir maintenir des relations structurées avec l'UE. L'intégration des pays de l'Europe centrale et orientale devrait s'appliquer également aux autres institutions euro-atlantiques, l'UEO, l'OCSE, l'OSCE, l'OTAN, institutions de coopération régionale créant ainsi en Europe centrale et orientale un système multilatéral de relations en vue de renforcer la paix, la stabilité et la sécurité sur tout le continent.

4. Suite à la désintégration de l'URSS, la période de transition en Russie et dans les autres nations a été - et continue à être - marquée par toutes sortes de secousses et de difficultés. Soixante dix ans de communisme et l'absence presque totale, dans l'histoire russe, d'expériences de démocratie et d'économie de marché, rendent plus difficile la conquête d'une stabilité politique et économique.

L'instabilité politique, le flou institutionnel, la généralisation de la corruption risquent de compromettre la transition économique et approfondir encore plus le fossé entre les citoyens et le pouvoir et d'affaiblir le consensus des citoyens sur la démocratie.

Il est, sans aucun doute, préoccupant qu'en Russie - cas unique d'ailleurs dans toute l'Europe orientale - on perçoive, dans certains secteurs sociaux plus touchés par la crise, certaines formes de nostalgie du passé. Aider la Russie à sortir de ses difficultés actuelles devrait donc constituer une priorité pour la communauté internationale.

On ne doit jamais oublier que chaque fois que la Russie s'est sentie peu sûre et isolée, son instabilité s'est étendue à toute l'Europe.

Une Russie démocratique stable est, donc, fondamentale pour la sécurité de l'Europe et du monde entier.

L'Union européenne peut, en particulier, jouer un rôle décisif, en offrant à la Russie un ancrage européen solide et en assumant la responsabilité de mettre en uvre une stratégie en vue d'aider l'État et la société russe à atteindre progressivement les normes modernes de vie et de croissance. L'aide, apportée par les institutions internationales, politiques et financières à leur politique de réformes est également très importante.

Il faudrait que les prochaines élections législatives et présidentielles soient l'occasion pour la classe dirigeante libérale de pouvoir s'exprimer en faveur d'un programme solide de renaissance démocratique et de développement économique plus juste.

Stabiliser la Russie est également très important, car cela permettra de stabiliser aussi d'autres nations - comme par exemple l'Ukraine et la Bélarus - qui connaissent aujourd'hui de graves difficultés économiques et une instabilité politique, ou comme le Caucase - sont secouées par des guerres ou des conflits ethniques.

Il est également nécessaire que la communauté internationale continue à prêter attention et

à respecter ses compromis envers ces pays, en leur offrant une coopération économique leur permettant de recueillir les bénéfices découlant des gisements pétroliers et d'autres matières premières. Parallèlement, il faut également renforcer l'action des institutions multilatérales - comme l'OSCE - en vue d'encourager la recherche de solutions politiques et pacifiques des conflits.

5. Les événements et les processus, qui frappent l'Europe centrale et orientale depuis déjà 10 ans, montrent l'actualité historique et la nécessité concrète des valeurs du socialisme démocratique.

C'est justement en observant tout ce qui a eu lieu au cours de ces dix dernières années, à savoir depuis la chute du mur de Berlin, qu'il nous paraît évident qu'un libéralisme sauvage et égoïste ne puisse assurer à un grand nombre de citoyens, cette prospérité ne pouvant être garantie que par ceux qui - comme nous sociaux-démocrates - luttent pour une démocratie, au sein de laquelle on reconnaît tous les citoyens, pour une économie sociale de marché, pour une société plus juste, capable de maintenir sur le même pied la modernité et la solidarité.

De plus, au cours de ces dernières années, dans tous les pays de l'Europe centrale et orientale, on assiste à la naissance et au développement de partis s'inspirant des principes et des programmes de la social-démocratie et un grand nombre d'entre eux ont déjà assumé directement des responsabilités au sein de leur gouvernement. L'activité du Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Europe Centrale et Orientale, SICEE, a permis d'accroître la présence des partis social-démocrates de cette région. Nous sommes passés de 6 partis de la région, membres de l'Internationale Socialiste en 1993 - lors de la création du SICEE, à 24, à l'heure actuelle; notre Congrès devra, d'ailleurs, examiner les demandes d'adhésion d'autres partis.

De plus, le Comité a noué des relations avec d'autres partis progressistes et de gauche souhaitant collaborer avec l'IS.

Au cours de ces 6 années d'activités, le SICEE s'est réuni à Budapest, Prague, Bratislava, Varsovie, Bucarest, Sarajevo et Moscou, assurant ainsi une présence constante et visible dans toute cette région.

Cette importante présence de la famille socialiste est la preuve la plus évidente et encourageante de la grande influence qu'ont les valeurs, les principes et les politiques du socialisme démocratique pour le futur de l'Europe centrale et orientale ainsi que pour tout le continent.

Concernant Bélarus, l'Internationale Socialiste,

dénonce les violences envers et l'arrestation de manifestants pacifiques lors de la Marche pour la Liberté du 17 octobre à Minsk;

demande instamment au régime du Bélarus de libérer immédiatement les prisonniers politiques et d'intensifier les investigations concernant les personnalités politiques ayant disparu dans des circonstances mystérieuses;

souligne que le régime politique bélarusse ne possède aucune légitimité politique tant que

des élections libres et justes n'ont pas eu lieu;

rappelle que, selon la Constitution, le mandat du Président Lukashenka est terminé, et

encourage fermement la présence de l'OSCE à Minsk et ses efforts en vue de promouvoir les conditions pour des élections libres et justes ainsi que les efforts déployés afin d'assurer l'accès de l'opposition aux médias.

Concernant le Caucase du Sud, l'Internationale Socialiste,

Examinera le processus de réformes politiques et économiques initiées dans le Caucase du Sud afin qu'il contribue à la consolidation de la transition démocratique, le développement économique et la construction d'une paix juste et permanente.

LA MEDITERRANEE

La Méditerranée a derrière elle une longue histoire de conflits, de ruptures et d'affrontements; or, en même temps, un citoyen de cette région ne se sentira jamais étranger dans aucun des 19 pays l'intégrant. La Méditerranée étant également le berceau d'idées et de cultures fondamentales sans lesquelles notre monde n'existerait pas, nous sommes décidés à promouvoir la compréhension et la connaissance mutuelle de ses différentes sociétés en vue d'éliminer la méfiance et les préjugés collectifs. En particulier, il faut éviter le risque de "criminalisation" des enjeux méditerranéens, qui résulte du fait de privilégier pour cette région les seules questions sécuritaires, si importantes soient-elles, au détriment d'une véritable ambition de partenariat entre les Etats, mais surtout entre les peuples riverains. C'est pourquoi l'Internationale Socialiste propose trois axes d'action fondamentaux à toutes les forces démocratiques concernées, et particulièrement à celles qui existent dans les pays riverains:

- redynamiser le partenariat euro-méditerranéen
- renforcer la démocratie
- agir pour la paix et la solution des conflits

I. Approfondir le partenariat euro-méditerranéen

Le développement d'un ambitieux partenariat euro-méditerranéen, tel qu'il résulte notamment de la Conférence de Barcelone de 1995, est une avancée décisive en Méditerranée, rendue possible par les initiatives de paix apparues au Moyen-Orient. Mais ce partenariat, qui a fait naître de grands espoirs, a subi les répercussions des reculs de la paix au Moyen-Orient, et il reste marqué et limité par une confiance excessive placée dans les seuls mécanismes du libre-échange, pour résoudre les graves problèmes auxquels sont confrontées les sociétés de la rive sud et du bassin méditerranéen. Les deux rives de la Méditerranée restent hélas marquées par des fractures ou des évolutions divergentes en matière démographique, institutionnelle, économique, sociale et culturelle: c'est ainsi que l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce bénéficient à elles seules de 88% du PIB de la

région.

Une Méditerranée stable et en développement est pour l'Europe une perspective stratégique, et doit être perçue comme telle par les partis membres de l'IS. L'importance décisive et le poids financier de l'élargissement de l'Union européenne, ainsi que de ses responsabilités dans les Balkans ne doivent pas faire obstacle à la volonté européenne de faire du partenariat euro-méditerranéen sa première priorité extérieure et d'y consacrer la volonté politique et les moyens nécessaires. Parmi ceux-ci, citons l'aide publique et l'allègement de la dette, ou sa conversion en investissements. Il nous faut aussi adopter une attitude plus intransigeante face à la corruption qui gangrène de nombreuses sociétés et détourne des ressources nécessaires au développement.

Le développement d'une véritable coopération régionale, et la revitalisation des initiatives orientées à la construction du Maghreb démocratique sont une ardente exigence, car eux seuls sont à même de promouvoir un réel développement régional et un partenariat équilibré et effectif avec l'Union européenne. Celle-ci devrait aussi user de tout son poids auprès des Etats-Unis, pour les amener dans cette région à une approche de coopération et non pas de confrontation.

II. Appuyer les forces démocratiques

Pour les partis socialistes et sociaux-démocrates, aucun partenariat durable et aucun développement authentique ne peuvent se bâtir sans l'approfondissement de la démocratie politique et des droits de la personne humaine. Tenir compte des histoires et des conditions spécifiques de chaque réalité nationale ne veut en aucun cas dire remettre en cause l'universalisme des droits de la personne humaine et des principes démocratiques, l'état de droit, le multipartisme effectif, la liberté réelle des médias, l'alternance politique. A cet égard, la région méditerranéenne connaît un certain nombre de situations préoccupantes. L'IS n'est pas là pour condamner, mais pour encourager toutes les évolutions positives, et pour mettre en garde lorsque se produisent des régressions. La vitalité courageuse et grandissante des sociétés civiles, des mouvements de femmes, d'une jeunesse exigeante et démographiquement ultra-majoritaire constituent autant de signes d'espoir qui méritent de notre part une solidarité effective et efficace. Le harcèlement contre les militants politiques et associatifs est à dénoncer comme marques de régression. Les phénomènes d'intégrisme religieux constituent non seulement un danger pour les peuples, mais aussi un obstacle à un véritable rapprochement entre les peuples.

L'IS apporte son soutien fraternel au processus d'alternance politique qui se déroule au Maroc sous la conduite de nos camarades de l'USFP; aucun appui ne doit lui manquer. Son succès, en dépit des inévitables difficultés, sera important non seulement pour le peuple marocain, mais pour le Maghreb et le monde arabe.

L'IS a depuis longtemps affirmé sa solidarité avec le peuple algérien, éprouvé par une violence terriblement meurtrière et par une dramatique régression économique et sociale, ainsi qu'avec son parti membre, le Front des Forces Socialistes, engagé sans réserve et depuis le début de la crise, en faveur du dialogue, de la réconciliation et de la démocratie. De consultation électorale en consultation électorale, le peuple algérien exprime sans se lasser cet espoir qui n'a jusqu'à présent jamais reçu de réponses concrètes. L'IS attend des autorités algériennes, que, fidèles aux intentions officiellement déclarées, elles mettent effectivement fin au verrouillage du champ politique et s'engagent dans la mise en oeuvre

de réformes politiques et la construction d'un état de droit, dans lequel toutes les forces politiques qui condamnent et rejettent sans ambiguïté la violence puissent participer à construire un Etat pour tous les Algériens.

L'IS accorde une attention particulière à la situation nouvelle que connaît la Libye, désormais membre de plein droit du partenariat méditerranéen, et élément important de toute construction régionale.

III. Agir pour consolider la paix et résoudre les conflits

L'une des grandes fiertés de l'Internationale Socialiste est d'avoir joué, directement ou à travers ses dirigeants et ses partis membres, un rôle essentiel dans le démarrage du processus de paix heureusement survenu au Moyen-Orient. Elle apporte son plein soutien à ses partis membres en Israël et en Palestine pour s'engager résolument et sans arrière-pensée dans l'étape nouvelle que constitue la recherche d'un règlement définitif. Elle attire l'attention sur la situation, qui se perpétue depuis trop longtemps au sud du Liban, et espère que l'année qui commence verra la restauration complète de l'intégrité et de la souveraineté du Liban, et un accord de paix entre Israël et le Liban.

L'Internationale Socialiste souligne l'importance décisive pour la région du climat nouveau qui s'installe entre les peuples grec et turc, l'un et l'autre endeuillés cet été, et entre les partis et les gouvernements de ces deux pays. Elle adresse son soutien fraternel à ses partis membres, le PASOK et le Parti Républicain du Peuple. Elle salue tous ceux qui, au-delà de l'immobilisme et des blocages de toutes sortes des forces conservatrices et autoritaires, tentent de moderniser la vie politique en Turquie. Elle renvoie aux conclusions de son Groupe de Travail sur la Question Kurde, soulignant ainsi l'importance qu'elle attache à cette question.

L'Internationale Socialiste soutient le processus d'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne, et encourage vivement la tenue de discussions significatives entre les deux communautés de l'île, et soutient une solution basée sur les lois internationales et les résolutions des Nations Unies, et un accord de paix entre Israël et le Liban.

LE MOYEN-ORIENT

Le Congrès de l'Internationale Socialiste, réuni à Paris du 8 au 10 novembre 1999, ayant passé en revue la situation générale du processus de paix au Moyen-Orient,

Félicite ses partis membres, le Parti Travailleiste Israélien et le Meretz, de leur victoire aux dernières élections, mettant ainsi fin aux trois années de stagnation du processus de paix sous le gouvernement précédent ;

Exprime sa satisfaction pour la reprise du processus de paix et accueille favorablement la signature de l'Accord Sharm-el-Sheikh, ainsi que les progrès importants déjà obtenus par les leaders israéliens et palestiniens dans la mise en uvre des points importants de l'Accord de Wye River;

Enregistre la reprise du processus final de négociations et *espère* que le calendrier prévu

sera respecté;

Confirme sa détermination pour que le processus de paix, sous tous ses aspects, soit établi, conformément aux principes et aux bases de la légitimité internationale et la sécurité mutuelle, conformément aux Résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et figurant dans les principes de la Conférence de Paix de Madrid de 1991, les accords d'Oslo et toutes les autres résolutions et accords conclus entre les parties;

Réaffirme, de la même façon, le droit d'Israël de vivre dans des frontières sûres et reconnues.

Réaffirme que ces principes et accords, visant à obtenir une paix durable et stable, prévoient le retrait d'Israël de Palestine et des autres territoires occupés, permettant aux Palestiniens d'exercer leur droit inaliénable d'autodétermination et l'établissement d'un Etat démocratique palestinien indépendant, qui est le meilleur garant de la stabilité dans la région et à ce propos accueille favorablement les conclusions du Sommet européen de Berlin de mars 1999;

Lance un appel aux parties pour qu'elles négocient le fond et la forme des relations futures entre elles et pour qu'elles développent des modèles de coopération économique et culturelle étroite;

Demande aux deux parties d'abandonner leurs pratiques unilatérales, en particulier les colonisations;

Condamne fermement le terrorisme qui tue des civils - hommes, femmes et enfants - les parties doivent déployer le maximum d'efforts pour venir à bout du terrorisme, pour isoler les terroristes et mettre fin aux activités violentes des extrémistes;

Réitère l'importance d'accorder une aide économique à l'Autorité Palestinienne, de faciliter une coopération économique régionale et de fournir une assistance dans tous les domaines au peuple palestinien, afin qu'il puisse améliorer son niveau de vie;

Encourage les parties à renouveler leurs négociations à niveau multilatéral;

Lance un appel à la Syrie et à Israël pour qu'ils reprennent rapidement les négociations de la voie syrienne, conformément aux Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et au mandat de la Conférence de Madrid;

Demande au Présidium, en collaboration avec le Comité Moyen-Orient de l'IS (SIMEC), de former une délégation de haut niveau pour se rendre en Syrie et au Liban, afin de rehausser le processus de paix;

Réaffirme sa conviction qu'aucune paix réelle et durable dans la région ne pourra avoir lieu sans que la question kurde ne soit aussi traitée. La communauté internationale doit faire pression sur les gouvernements concernés, afin de mettre en place des réformes démocratiques profondes et de favoriser des solutions politiques, négociées, pacifiques et justes en vue de garantir les droits légitimes des Kurdes à l'intérieur des frontières de chacun des pays concernés;

Soutient la délégation d'études du Groupe de Travail sur la Question Kurde du SIMEC, qui visitera la région afin d'appuyer et renforcer les développements démocratiques;

Le Congrès de l'Internationale Socialiste,

Exprime, en ces moments décisifs, sa solidarité envers le Parti Travailleiste Israélien, le Meretz et envers le Fatah et leurs leaders, pour leurs efforts audacieux dans le but d'atteindre une paix juste et durable, amenant sécurité et stabilité dans la région.

L'AMERIQUE LATINE ET LA CARAIBE

Nous avons gagné une bataille

La région de l'Amérique latine et de la Caraïbe a été, jusqu'à présent, à la fois l'architecte et la bénéficiaire de l'une des plus importantes transitions démocratiques. Le continent s'est transformé; dominé par les dictatures et la violence, il est devenu un continent au pluralisme politique croissant où prédominent la démocratie et un nouveau sens du respect envers les libertés fondamentales.

Dans cette région, l'Internationale Socialiste et les partis sociaux-démocrates ont joué un rôle majeur dans cette transformation, individuellement ou avec d'autres mouvements démocratiques; aujourd'hui, ils se trouvent en première ligne des efforts permanents visant à renforcer les institutions démocratiques, à obtenir plus de justice sociale et à assurer le respect des droits de la personne humaine.

Les progrès jusqu'à présent n'ont pas été suffisants

Les peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe recherchent, maintenant, de nouvelles formes d'intégration économique, politique et commerciale au sein de la région et avec le reste du monde. Au seuil du nouveau millénaire, la région est avide de modernisation et s'évertue à obtenir plus de progrès humains.

Cependant, dans cette région, des millions de personnes vivent encore dans une misère noire. La grande majorité d'entre elles ne disposent pas d'une alimentation suffisante, de services de santé, ni d'un logement décent. Et à notre époque où la connaissance et la formation sont tellement importantes, la pauvreté de son système éducatif menace de condamner à un sous-développement permanent avec peu d'espoir d'obtenir des sociétés équitables.

Les politiques du marché, imposées par les institutions financières internationales et acceptées sans aucun esprit critique par de nombreux leaders politiques ont, à un certain degré, amélioré la situation macro-économique mais ont, également, poussé un plus grand nombre de personnes dans la pauvreté. Sans aucune intervention gouvernementale au nom du bien commun, la "main invisible" du marché s'est transformée pour beaucoup en une main de fer et le rêve néo-libéral en un cauchemar social qui menace la démocratie même dont ils disent provenir. Au seuil du nouveau millénaire, l'Internationale Socialiste devrait donc rechercher et soutenir les politiques visant à un équilibre entre la nécessité

d'une efficacité économique libre et des sociétés équitables, offrant ainsi à la plupart d'entre elles des opportunités de croissance spirituelle et matérielle. Les programmes fondés sur les principes sociaux-démocrates continuent, de fait, à être soutenus par un nombre chaque fois plus important de citoyens d'Amérique latine et de la Caraïbe. Actuellement, notre IS a 35 partis membres provenant de presque tous les pays de la région et, récemment, les forces sociales-démocrates ont gagné d'importantes élections nationales en Argentine, où nous nous réjouissons de voir l'installation de Fernando de la Rúa comme président de cet important pays.

La démocratie n'est pas toujours garantie par le triomphe électoral

En Amérique latine et en Caraïbe, l'expérience a démontré que la légitimité acquise grâce à des élections ne peut durer et être consolidée que si elle va de pair avec des niveaux croissants de gouvernabilité, de responsabilité et de transparence.

Jusqu'à présent, les peuples de l'Amérique latine et de la Caraïbe ont été relativement patients; mais leur patience ne devrait pas être confondue avec l'indifférence. La voix populaire puissante a puni la classe politique de l'Equateur, du Paraguay et du Venezuela et a transmis des messages de mécontentement aux dirigeants du Brésil, de Costa Rica, du Mexique et du Pérou. Tandis qu'à Cuba, le Gouvernement n'a pas pu faire taire les revendications de ceux qui réclament la démocratie et le respect des droits de la personne humaine. Jusqu'à quand les populations pauvres d'Haïti, du Nicaragua et d'Honduras pourront-elles attendre la fin de leurs misères et supporter l'indifférence de leurs leaders? Jusqu'à quand les chefs de la violence en Colombie pourront-ils maintenir ce pays dans l'esclavage imposé par le monopole de la terreur?

Tirer les leçons de l'histoire

Les peuples sans mémoire, ou qui ne peuvent pas en avoir, sont des proies faciles de la démagogie. Les nations d'Amérique latine et de la Caraïbes, qui ne savent pas tirer des leçons de leur passé, sont incapables de forger avec sagesse leur avenir. Elles ne devraient pas oublier que le militarisme soumet, que la pauvreté tue, que la discrimination divise, que l'exclusion prive les personnes de leur légitimité, que la corruption avilit et que l'ignorance sape le développement et condamne les peuples à l'esclavage le plus ignominieux: celui de l'esprit.

Tirer les leçons de l'histoire permettra aux peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe de pardonner, étant certain qu'il n'existe pas de véritable pardon sans justice, ni de justice avec impunité. Pour les victimes de la mort, de disparitions dans les pays qui ont souffert sous des dictatures, l'on exige la justice de la vérité, la vérité sur les faits historiques, vérité qui garantisse la libre expression; vérité qui incite le respect de la diversité culturelle et ethnique; vérité qui garantisse le droit à la dissidence ; vérité qui n'est, en fait, qu'un autre nom pour le pluralisme et pour la vie en démocratie.

Le défi de la stabilité démocratique

L'Internationale Socialiste considère que les peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe sont confrontés à deux défis redoutables. Le premier, d'ordre éthique, a trait aux valeurs individuelles et collectives de nos peuples; c'est celui qui, finalement, déterminera la qualité de notre politique et la profondeur de notre engagement envers la société dans laquelle

nous vivons. Le second a trait à la démocratie, à savoir trouver les moyens de renforcer les institutions démocratiques, afin qu'elles puissent encourager et englober la culture émergente de la participation populaire et réduire le centralisme qui affaiblissait et rendait imparfaites nos démocraties.

Dans la région, la démocratie est vulnérable et, à peu d'exception près, en est encore à ses balbutiements. Sa montée a été fulgurante. Nos institutions et nos sociétés se remettent à peine des années de terreur et de confusions. Il est certain que les habitants de cette région ont moins de raisons d'avoir peur, mais les institutions ont encore besoin d'être réformées. Il semblerait donc qu'en ce qui concerne la politique dans cette région il y a eu un changement de navire à un moment où l'histoire exige avant tout un changement d'océan.

Depuis le Mexique jusqu'à la Patagonie, nous assistons à une nouvelle révolution où le peuple recherche plus d'initiatives et la fin des structures traditionnelles de pouvoir. Pour ce faire, il faudrait également procéder à une réforme importante des systèmes d'enseignement et attribuer plus de ressources à l'éducation des enfants pour qu'ils puissent ainsi tirer profit des nouvelles technologies. Les citoyens de cette région ne peuvent plus se permettre d'assumer les dépenses publiques actuelles qui continuent à privilégier les casernes et non les écoles.

La Social-Démocratie répond aux aspirations des peuples

Il y a déjà trois ans, lors du Congrès de l'IS ayant eu lieu à New York, nous avons averti de l'urgent besoin de la gouvernabilité démocratique en Amérique latine et en Caraïbe. Aujourd'hui, il y a encore beaucoup à faire et la tâche s'avère cependant difficile à cause des crises financières et des conditions liées à la mondialisation économique. L'Internationale Socialiste et ses partis membres de la région sont encore doublement engagés dans la mise en application de leur programme, d'une part, et, d'autre part, pour empêcher le recul des processus déjà mis en route. L'histoire de l'Amérique latine et de la Caraïbe est remplie de rêves inachevés, mais notre Internationale réaffirme sa croyance dans le fait que seule la Social-Démocratie peut répondre aux aspirations des peuples.

* * * *

Concernant Puerto Rico, l'Internationale Socialiste,

Considérant que:

Dans le contexte du régime de subordination politique vécu à Puerto Rico, le Gouvernement des Etats Unis détient et exerce unilatéralement le pouvoir militaire dans ledit pays de la Caraïbe;

Les pratiques intenses de bombardement par la Marine de Guerre des Etats- Unis de l'île Portoricaine de Vieques et sa domination sur les deux tiers de son territoire constituent une atteinte à la paix, à la santé et au développement de ses presque dix mille habitants, en violation de leurs droits de la personne humaine;

Le gouvernement de Puerto Rico, avec le concours de tous les partis politiques et de la plus haute hiérarchie ecclésiastique et syndicale, a formellement exigé du président des

Etats-Unis, la cessation immédiate et permanente de toute manuvre militaire à Vieques et la dévolution au peuple de Puerto Rico des terrains actuellement occupés par la Marine de Guerre;

Le Comité Spécial sur la Décolonisation des Nations Unies, dans sa Résolution sur Puerto Rico du 10 juillet 1999, a exhorté le Gouvernement des Etats-Unis à cesser ses manuvres militaires et son occupation de l'île de Vieques;

Décide:

D'exhorter le président des Etats-Unis à respecter la volonté du peuple de Puerto Rico - qui n'a pas encore pu exercer pleinement son droit à la libre détermination et à l'indépendance - en ordonnant la cessation immédiate de toute manuvre militaire et la dévolution des terrains occupés par la Marine de Guerre à Vieques au peuple de Puerto Rico.

D'exprimer sa solidarité et son soutien au Sénateur Rubén Berríos Martínez, président du Parti Indépendantiste Portoricain, pour ses actes de désobéissance civile et de résistance pacifique et son rôle dirigeant dans cette cause, qui est celle de tout le peuple de Puerto Rico.

Concernant la Colombie, l'Internationale Socialiste,

Exprime sa solidarité avec le peuple colombien dans sa lutte pour la démocratie à la recherche de la réconciliation et réitère son intérêt à contribuer de la façon la plus respectueuse et constructive au succès du processus de négociation que le gouvernement national et les groupes insurgés font progresser dans ce sens.

Exhorte tous les Colombiens et Colombiennes, et plus spécialement ceux du parti membre de l'IS, le Parti Libéral, ainsi que ceux qui partagent les idéaux et les responsabilités de la social-démocratie, à ne pas cesser d'apporter leur soutien à la solution politique du conflit.

Partage l'avis qu'il incombe souverainement aux Colombiens et aux Colombiennes, sans aucune sorte d'interventionnisme étranger ni d'ingérences inappropriées, avec l'aide altruiste et la solidarité de toutes les nations démocratiques du monde, de s'organiser et prendre des mesures qui meneraient à l'entente et à la concorde.

Décide qu'une Commission Permanente de l'IS sera désignée pour suivre les événements en Colombie, qui tiendra informés tous les partis membres du déroulement du processus de paix en Colombie et exprimera le soutien et la collaboration de l'Internationale Socialiste dans toute la mesure du possible en faveur de la fin négociée de l'affrontement armé.

Concernant le Pérou, l'Internationale Socialiste,

Exprime son inquiétude et sa profonde préoccupation sur la situation de l'état de droit au Pérou, salue et apporte son soutien actif à la lutte du Parti Aprista Péruvien pour la défense de la démocratie et de la justice sociale et dénonce la persécution systématique des leaders politiques, le harcèlement des opposants et candidats à la présidence et la contrainte des moyens de communication adversaires du régime.

Devant ces faits qui violent les lois d'une façon flagrante et prétendent empêcher le plein

droit d'élire et d'être élu de l'ex-président du Pérou, Alan García, proposé pour prendre la tête de la liste parlementaire pour l'APRA.

Décide,

De demander au régime d'Alberto Fujimori de respecter strictement la volonté populaire, par la réalisation d'élections libres, la cessation des actes d'hostilité contre les secteurs de l'opposition démocratique et la non application des lois anticonstitutionnelles qui prétendent empêcher l'exercice des droits politiques et civiles d'Alan García.

Concernant Venezuela, l'Internationale Socialiste,

A suivi avec attention le développement du processus de rédaction d'une nouvelle constitution au Venezuela et remarque le peu de temps permis par le gouvernement pour son accomplissement, ce qui pourra se refléter dans la qualité de la constitution et avoir des répercussions sur la contribution des différents secteurs de la vie nationale.

Reconnaît l'utilisation du consensus et de la concorde politique comme instruments valables pour la stabilité et le renforcement de la démocratie, et en même temps rejette énergiquement le processus de militarisation de l'Etat, les programmes sociaux et ses institutions politiques.

Observe avec inquiétude que le modèle du pays promu par le Projet de Constitution peut mener non seulement à un processus régressif de décentralisation de l'Etat du Venezuela, mais aussi à la forte concentration de pouvoir dans la Présidence de la République, et par conséquent à une détérioration et un effacement de la démocratie vénézuélienne.

Concernant le Mexique, l'Internationale Socialiste,

Reconnaît que le conflit armé dans une région de l'Etat du Chiapas, qui dure depuis 1994, est passé par différentes étapes, et qu'il est actuellement indispensable de rétablir un climat de dialogue et de négociation pour chercher des solutions justes qui satisfassent les parties.

Exhorte les parties en conflit à reprendre les négociations et à rétablir le dialogue qui permettra d'arriver à la paix avec justice et dignité dans la région;

Recommande que les accords signés par les parties lors des étapes précédentes de la négociation soient respectés;

Demande l'éradication de tout vestige de violation des droits de la personne humaine, et d'enquêter d'une façon exhaustive sur toute dénonciation à ce sujet ;

Recommande la mise en vigueur totale de l'état de droit, afin d'empêcher les agissements ou la réapparition de groupes paramilitaires qui stimulent le conflit dans la région.

Concernant la région du Cône Sud de l'Amérique du Sud, l'Internationale Socialiste,

Félicite vivement l'élection de Fernando de la Rúa comme président de l'Argentine ;

Et en même temps *exprime* au moment des prochaines élections son appui aux forces sociales-démocrates du Chili représentées par Ricardo Lagos et la Concertación, et de l'Uruguay par le Dr. Tabaré Vázquez et l'Encuentro Progresivo-Frente Amplio.

Concernant Haïti, l'Internationale Socialiste,

salue l'initiative de ses partis membres le KONAKOM et le PANPRA, qui ont formé avec d'autres organisations politiques, une coalition politique dénommée Espace de Concertation ;

formule le voeu que l'Espace de Concertation se renforce et contribue efficacement au processus électoral en Haïti, et ainsi fasse avancer le processus de démocratisation ;

condamne le climat d'insécurité et de violence qui augmente les souffrances du peuple haïtien et menace le processus démocratique dans ce pays ;

exprime le souhait que les élections législatives et locales seront organisées effectivement le 19 mars 2000 conformément au calendrier électoral établi, et

s'engage à envoyer des observateurs en Haïti à l'occasion des dites élections.

De la même façon, concernant la République Dominicaine, l'Internationale Socialiste,

Exprime son soutien lors des élections de l'année prochaine aux forces social-démocrates et progressistes représentées par le candidat présidentiel Hipólito Mejía, du Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, membre de l'IS.

Concernant Panama, l'Internationale Socialiste,

Note avec satisfaction que le Traité de Torrijos-Carter entrera en vigueur d'ici 40 jours. Une vieille cause de conflits sur laquelle l'IS a démontré son inquiétude à plusieurs reprises prend fin à présent. Cela est la preuve que des négociations entre un petit pays et une grande puissance peuvent réussir. Nous pouvons en espérer d'autres exemples dans un proche avenir.

ELUS LOCAUX ET REGIONAUX

Profondément attachée à la liberté, à la paix, au progrès et au développement solidaire, l'Internationale Socialiste veut aborder le troisième millénaire en s'ouvrant encore davantage aux problèmes qui concernent directement les citoyens.

Dans un monde en pleine mutation, caractérisé d'une part par la mondialisation de l'économie et la mondialisation de l'information et, d'autre part, par l'accentuation des inégalités entre les pays, les régions, ainsi qu'entre les citoyens, l'IS réaffirme sa volonté d'humaniser les villes.

Conformément à la décision prise lors de son XXe Congrès, à New York en 1996, elle a, dans l'esprit de la Déclaration de Bologne, au travers des activités de son Comité des Elus

locaux et régionaux, approfondi sa réflexion sur les différentes gouvernances des villes vers plus de transparence, de rigueur et de démocratie, l'amélioration de la qualité de la vie dans la ville et l'ouverture sur le monde.

L'IS se félicite du nouvel élan donné à son engagement en la matière lors de sa Deuxième Conférence Mondiale des Maires, qui a eu lieu à Fès, les 5-6 octobre 1998, avec la participation de plus de 250 maires de tous les continents, dont les thèmes centraux étaient : la réponse socialiste à la société de l'information ; les nouveaux partenariats entre les Etats et les pouvoirs locaux ; la mondialisation de la solidarité, les villes en conflits.

Le Congrès de Paris charge le Comité des Elus locaux et régionaux de poursuivre ses activités et d'ouvrir à la réalisation des propositions concrètes formulées dans la Déclaration de Fès et particulièrement:

- de rédiger une Charte des Elus locaux socialistes qui réaffirme nos valeurs éthiques dans la gestion publique;
- d'agir à tous les niveaux de pouvoir, dans les parlements et gouvernements nationaux, comme dans les institutions internationales, afin de créer les conditions permettant la mise en œuvre effective d'une coopération décentralisée et interactive entre les villes, ainsi que la multiplication des jumelages démocratiques;
- de favoriser la création d'un réseau d'échange d'expériences et de savoir notamment via Intranet, liant les maires de l'IS, en accordant une attention particulière à l'accès des villes du Sud et à leur intégration;
- de soutenir les initiatives en vue de promulguer une charte mondiale de l'autonomie locale.

Il encourage aussi le Comité à continuer à prendre des initiatives pour manifester concrètement la solidarité des villes favorisées par rapport à celles en difficulté, notamment en cas de guerre et de séismes naturels, comme il a fait les 10 et 11 septembre à Cartaxo au Portugal, en posant les bases de l'établissement d'un partenariat de solidarité avec les villes du Sud-est de l'Europe, et en lançant un vibrant appel à la mobilisation de l'aide internationale en faveur des villes turques touchées par le tremblement de terre du 17 août, particulièrement Izmit.

COUR PENALE INTERNATIONALE

L'Internationale Socialiste,

Notant que le Traité de Rome qui a créé la Cour pénale internationale fut signé en 1998,

Exhorte toutes les nations qui ne l'ont pas encore fait, à ce qu'elles ratifient le Traité aussitôt que possible.